



**PRÉFET  
DE L'ALLIER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

**ARRÊTÉ N° 823/2021 du 31 mars 2021  
portant sur l'agrément  
de la société SUEZ RV OSIS  
pour assurer le ramassage des huiles usagées dans le département de l'Allier (03)**

**Le Préfet de l'Allier  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement (partie législative), et notamment le titre II du livre I relatif à l'information et à la participation des citoyens, en particulier l'article L. 125-1, ainsi que le livre IV du livre V relatif aux déchets, en particulier les articles L. 541-22 et L. 541-38 ;

**Vu** le code de l'environnement (partie réglementaire), et notamment les articles R. 125-1 à R. 125-125-4 relatifs au droit à l'information en matière de déchets, les articles R. 515-37 et L. 515-38 relatifs aux installations d'élimination des déchets ainsi que les articles R. 543-3 à R. 543-15 relatifs aux huiles usagées ;

**Vu** l'arrêté du 28 janvier 1999 modifié relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées ;

**Vu** la demande datée du 25 janvier 2021 par laquelle la société SUEZ RV OSIS sollicite, pour une durée de cinq années, l'agrément pour la collecte des huiles usagées dans le département de l'Allier, et notamment l'acte d'engagement qui y est joint ;

**Vu** le rapport et l'avis favorable de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en date du 8 mars 2021 ;

**Considérant** que les conditions administratives, réglementaires et techniques sont réunies permettant la délivrance de l'agrément sollicité par la société SUEZ RV OSIS ;

**Sur proposition** de Mme la secrétaire générale de la préfecture de l'Allier ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La société SUEZ RV OSIS, située 72 rue de Nancy, 71300 Montceau-les-Mines (dont le siège social est situé 40 rue André Chenier, 69120 Vaulx-en-Velin), est agréée, dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 modifié et susvisé, pour le ramassage d'huiles usagées dans le département de l'Allier.

**Article 2** – L'agrément est délivré pour une période de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

**Article 3** – Une déclaration portant sur les quantités d'huiles collectées dans le département de l'Allier est adressée, chaque mois, à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

**Article 4** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de la date de notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5** – Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'agrément est délivré, sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Allier et mentionné dans deux journaux locaux diffusés dans le département au frais du titulaire de l'agrément.

Par ailleurs, l'arrêté complet est publié sur le site internet de la préfecture de l'Allier pendant une durée minimale d'un mois.

**Article 6** – Le présent arrêté sera notifié à la société SUEZ RV OSIS située 72 rue de Nancy, 71300 Montceau-les-Mines.

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le directeur régional de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Moulins, le 31 MARS 2021

Pour le préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale,



Hélène DEMOLOMBE-TOBIE

### **Voies et délais de recours**

*En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.*

*Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.*

*Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.*

*Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.*

*Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.*

*Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application «telerecours citoyen», disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>*

